

Brochure n° 3026

Convention collective nationale
IDCC : 2728. – SUCRERIES, SUCRERIES-DISTILLERIES
ET RAFFINERIES DE SUCRE

AVENANT N° 4 DU 17 MARS 2011
MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1150563M
IDCC : 2728

CHAMP D'APPLICATION

Le champ d'application du présent accord correspond à celui de la convention collective des sucreries, sucreries-distilleries et raffineries de sucre du 31 janvier 2008 (IDCC : 2728) qui règle en France métropolitaine les rapports de travail entre :

- d'une part, les employeurs dont l'activité relève d'une des activités énumérées ci-après ;
- d'autre part, les ouvriers, employés, agents techniques, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres employés dans une entreprise dont l'activité principale est une des activités énumérées ci-après.

La convention collective engage toutes les organisations syndicales d'employeurs – syndicat national des fabricants de sucre de France (SNFS) et chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France (CSRCSF) – et toutes les organisations syndicales représentatives de salariés, signataires ou qui, ultérieurement, y adhèreraient.

Le critère d'application de la présente convention collective est l'activité principale réellement exercée par tout ou partie de l'entreprise ou de l'établissement.

Le code NAF attribué par l'Insee (actuellement 10.81Z, anciennement 15.8H) ne constitue qu'une simple présomption. Sont visées les activités de sucrerie, sucrerie-distillerie, raffinerie de sucre.

Elle s'applique également aux salariés occupés :

- dans les établissements annexés aux entreprises relevant de la présente convention collective et ayant un caractère nettement secondaire par rapport à l'objet principal de l'activité de l'entreprise à laquelle ils sont rattachés ;
- dans les filiales, essentiellement liées à une société dont l'activité principale est visée par la présente convention collective, ne relevant pas d'une autre convention collective.

Elle ne s'applique pas au personnel relevant des exploitations agricoles des sucreries ou sucreries-distilleries.

PRÉAMBULE

Conformément :

- d'une part, à l'article 9.106 de la convention collective du 31 janvier 2008 qui prévoit l'examen de la conformité de la convention collective en regard des évolutions des dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles qui pourraient avoir des impacts sur sa rédaction ;
- d'autre part, au protocole d'accord en date du 17 mars 2011 relatif à la conclusion de la négociation annuelle au titre de l'année 2011 qui modifie certaines annexes de la convention collective du 31 janvier 2008,

les signataires de la convention collective du 31 décembre 2008 ont convenu des modifications suivantes :

Article 1^{er}

Modification des articles de la convention collective nationale

1.1. Afin de tenir compte de l'accord concluant la négociation annuelle 2011, l'article 9.106 est modifié comme suit :

« Article 9.106

Révision des salaires et négociation annuelle

Chaque année, au cours du premier trimestre, le SNFS et la CSRCSF ouvrent une négociation sur les salaires minima de la convention collective nationale et en même temps sur les autres thèmes visés par la législation en vigueur, et aux

périodicités fixées, notamment sur la prise en compte d'objectifs d'égalité entre les hommes et les femmes et les mesures permettant de remédier aux inégalités constatées, sur la fixation de conditions propres à concrétiser le droit au travail de toutes personnes handicapées en état d'exercer une profession ainsi que sur un plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés.

Avant la première réunion, chaque organisation syndicale adresse au SNFS et à la CSRCSF ses revendications dans un délai compatible avec leur étude par leurs services.

Lors de la première réunion et à l'occasion de la ou des réunions suivantes, la délégation des employeurs fait part de sa position sur chacune des revendications et présente ses propositions dans le cadre de cette négociation. Il sera notamment fait mention de la manière dont les accords seront conclus (accord indépendant, avenant à la présente convention collective ou autre mode).

En outre, la conformité de la présente convention collective en regard des évolutions des dispositions législatives ou réglementaires sera examinée. »

1.2. Afin de tenir compte de l'accord concluant la négociation annuelle 2011, l'article 9.205 est modifié comme suit :

« Article 9.205

Travail dimanche et jours fériés

Une indemnité de 55 % est appliquée pour le travail des dimanches et des jours fériés ne tombant pas un dimanche. »

1.3. Afin de tenir compte de l'accord concluant la négociation annuelle 2011, l'article 9.206 est modifié comme suit :

« Article 9.206

Jours fériés de Noël et du jour de l'An

L'indemnité pour travail effectué le jour de Noël et/ou le jour de l'An est de 100 %.

Celle de Noël est attribuée aux postes suivants :

- poste de la nuit du 24 au 25 décembre ;
- poste du matin du 25 décembre ;
- poste de l'après-midi du 25 décembre ;
- poste de la nuit du 25 décembre au 26 décembre.

Celle du jour de l'An est attribuée aux postes suivants :

- poste de la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier ;
- poste du matin du 1^{er} janvier ;
- poste de l'après-midi du 1^{er} janvier ;
- poste de la nuit du 1^{er} au 2 janvier. »

1.4. Afin de tenir compte de l'accord concluant la négociation annuelle 2011, l'article 12.201 est modifié comme suit :

« Article 12.201

Emploi des jeunes

L'essor de la formation selon un rythme d'alternance est l'une des conditions nécessaires à la réussite d'une meilleure insertion des jeunes dans la vie professionnelle.

La branche professionnelle sucre s'est appuyée, en la matière, sur deux axes :

- le SNFS et la CSRCSF s'engagent à soutenir la politique d'embauche en alternance conduite par les entreprises en faveur des jeunes, de telle sorte que ces contrats représentent au minimum 4 % des salariés de chaque société, l'effectif étant calculé en équivalent temps plein.

Ce taux est ramené à 3 % pour les entreprises ou établissements dont l'environnement ne serait pas compatible avec une telle obligation (absence d'établissement de formation proche du site ou dont les domaines de formation ne seraient pas adaptés, absence de moyens de transport en commun, capacité d'accueil du site).

- soucieuses d'une implication accrue dans le système d'apprentissage, le SNFS et la CSRCSF ont été signataires de l'accord du 5 février 2003 relatif au développement de l'apprentissage dans diverses branches de l'industrie alimentaire précisant les modalités d'organisation et de fonctionnement des instituts de formation régionaux des industries alimentaires dits IFRIA créés comme instrument d'expression de la politique des branches professionnelles en matière d'apprentissage.

Les organisations syndicales sont associées à la mise en œuvre de ce dispositif. »

Article 2

Modification des annexes de la convention collective nationale

2.1. Annexe III « Barème des rémunérations minimales annuelles garanties et rémunérations minimales annuelles garanties spécifiques ».

Compte tenu :

- de la majoration de + 2 % à compter du 1^{er} mars 2011 (selon les conditions prévues par le protocole d'accord en date du 17 mars 2011) ;
- de la majoration exceptionnelle de la prime de vacances portée à 440 € ;
- de la modification de la définition :
 - « agent de maîtrise et technicien » ;
 - « ingénieur ou cadre »

confirmé,

le barème des minima figurant en annexe III de la convention collective du 31 janvier 2008 est modifié et figure en annexe du présent avenant.

2.2. Annexe IV « Prime d'ancienneté ».

Compte tenu de la majoration de + 2 % à compter du 1^{er} mars 2011 prévue par le protocole d'accord en date du 17 mars 2011, le barème relatif aux montants de la prime d'ancienneté est modifié et figure en annexe du présent avenant.

2.3. Annexe IX « Liste des accords interbranches alimentaires ».

L'annexe IX est modifiée pour tenir compte de la signature de l'avenant n° 3 à l'accord du 6 décembre 2004 portant création d'un observatoire prospectif des métiers et des qualifications. Elle figure en annexe du présent avenant.

2.4. Annexe X « Indemnités de départ en retraite ».

Compte tenu de l'accord du 17 mars 2011 modifiant le barème des indemnités de départ en retraite et visant à progresser vers une harmonisation de cette indemnité entre les catégories professionnelles, l'annexe X est modifiée en conséquence et figure en annexe du présent avenant.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SNFS ;
CSRCSE.

Syndicats de salariés :

FGA CFDT ;
FGTA FO ;
CSFV CFTC ;
FAA CFE-CGC.

ANNEXE III

Barème des rémunérations minimales annuelles garanties applicable au 1^{er} mars 2011

(En euros.)

CATÉGORIE	CLASSE	RÉMUNÉRATION MINIMALE annuelle garantie
Ouvriers, employés	1, niveau A	17 917,29
	1, niveau B	18 258,24
	2, niveau A	18 678,22
	2, niveau B	19 182,19
	3, niveau A	19 776,63
	3, niveau B	20 469,05
	4, niveau A	21 267,01
	4, niveau B	22 181,27
Agents de maîtrise, techniciens	5, niveau A	23 223,67
	5, niveau B	24 408,22
	6, niveau A	25 751,07
	6, niveau B	27 270,53
	7, niveau A	28 988,12
	7, niveau B	30 930,80
Cadres	8	33 126,52
	9	39 751,40
	10	49 689,78

Avec un salaire minimum mensuel de base de 1 379,67 € pour 152,25 heures (niveau mensuel et taux horaire non inférieurs au Smic en vigueur à la date de l'accord.)

Rémunérations minimales annuelles garanties spécifiques :

- agents de maîtrise et technicien confirmé : 24 775,80 € ;
- ingénieur et cadre confirmé⁽¹⁾ : 34 465,80 € ;
- cadre supérieur : 64 617 €.

Prime de panier :

- poste de 8 heures : 5,10 € ;
- poste de plus de 8 heures : 6,43 €.

Prime de vacances : 440 €.

Prime de polyvalence :

- validation de la formation la première année : 161,67 € ;
- exercice de la polyvalence la première année : 161,67 € ;
- exercice de la polyvalence les années suivantes : 323,24 €.

(1) Plus de 2 campagnes sucrières dans leur catégorie lorsqu'ils travaillent au rythme de la campagne ou plus de 2 ans dans leur catégorie dans les autres cas.

ANNEXE IV

Prime d'ancienneté annuelle au 1^{er} mars 2011

(En euros.)

CLASSE	1		2		3		4		5		6		7	
Niveau	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
≥ 3 < 6	404	423	443	462	481	501	520	540	553	582	613	643	673	703
≥ 6 < 9	808	847	885	924	963	1 002	1 040	1 079	1 105	1 165	1 225	1 286	1 346	1 407
≥ 9 < 12	1 212	1 270	1 328	1 386	1 444	1 502	1 561	1 619	1 658	1 747	1 838	1 929	2 020	2 109
≥ 12 < 15	1 616	1 693	1 771	1 848	1 926	2 003	2 081	2 158	2 209	2 331	2 451	2 571	2 692	2 813
≥ 15 ans	2 020	2 117	2 213	2 310	2 407	2 503	2 601	2 698	2 762	2 913	3 064	3 214	3 365	3 516

Pour mémoire, ce barème a été construit en respectant pour chaque début de catégorie (ouvriers, employés et agents de maîtrise, techniciens) la règle en vigueur dans la convention collective du 1^{er} octobre 1986 des 3 %, 6 %, 9 %, 12 % et 15 % pour 3, 6, 9, 12 et 15 ans d'ancienneté.

ANNEXE IX

LISTE DES ACCORDS INTERBRANCHES ALIMENTAIRES À JOUR À LA DATE DE LA SIGNATURE DE L'AVENANT N° 3

1. Désignation de l'OPCA

Accord du 20 octobre 2004, étendu le 18 octobre 2005, et avenant du 25 juillet 2005, étendu le 18 octobre 2005.

2. Professionnalisation

Accord du 6 décembre 2004, étendu le 18 octobre 2005, et avenant du 25 juillet 2005, étendu le 18 octobre 2005.

3. Développement du tutorat

Accord du 6 décembre 2004, en cours d'extension, et avenant du 25 juillet 2005, en cours d'extension.

4. Création d'un observatoire prospectif des métiers et des qualifications

Accord du 6 décembre 2004, étendu le 18 octobre 2005, avenant du 25 juillet 2005, étendu le 18 octobre 2005, avenant n° 2 du 26 mars 2008, étendu le 6 mars 2009, et avenant n° 3 du 4 février 2011, qui sera présenté à l'extension.

5. Fonctionnement des jurys CQP

Accord du 6 décembre 2004, en cours d'extension, avenant du 25 juillet 2005, en cours d'extension, avenant n° 2 du 7 juillet 2008, étendu le 11 février 2009, et avenant n° 3 du 4 décembre 2009, en cours d'extension.

6. Mise en œuvre du droit individuel à la formation

Accord du 7 janvier 2005, étendu le 18 octobre 2005, avenant du 25 juillet 2005, en cours d'extension, et avenant n° 2 du 4 décembre 2009, en cours d'extension.

7. Répartition de la taxe d'apprentissage

Accord du 17 mai 2005, en cours d'extension, et avenant du 25 juillet 2005, en cours d'extension.

8. Reconnaissance des CQP harmonisés

Accord de juillet 2007.

9. Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences

Accord du 26 octobre 2009, étendu par arrêté du 8 octobre 2010, publié le 16 octobre 2010.

10. Emploi des seniors

Accord du 15 décembre 2009 validé par la DGEFP le 9 février 2010, étendu par arrêté du 25 mai 2010, publié le 1^{er} juin 2010.

ANNEXE X

Indemnités de départ en retraite

ANCIENNETÉ	OUVRIERS Employés	TECHNICIENS Agents de maîtrise	CADRES
0	0	0	0
1	0	0	0
2	0	0	0
3	0	0	0
4	0	0	0
5	0,85	0,85	1
6	1,1	1,1	1,2
7	1,3	1,3	1,4
8	1,55	1,55	1,6
9	1,8	1,8	1,8
10	2	2	2
11	2,15	2,2	2,2
12	2,3	2,4	2,4
13	2,45	2,6	2,6
14	2,6	2,8	2,8
15	3	3	3
16	3,15	3,2	3,2
17	3,3	3,35	3,4
18	3,45	3,5	3,6
19	3,6	3,65	3,8
20	4	4	4
21	4,1	4,15	4,2
22	4,2	4,3	4,4
23	4,3	4,45	4,6
24	4,4	4,6	4,8
25	4,75	4,75	5
26	4,85	4,9	5,2
27	4,95	5,05	5,4
28	5,05	5,2	5,6
29	5,15	5,35	5,8
30	5,5	5,5	6
31	5,6	5,7	6,2
32	5,7	5,9	6,4
33	5,8	6,1	6,6
34	5,9	6,3	6,8

ANCIENNETÉ	OUVRIERS Employés	TECHNICIENS Agents de maîtrise	CADRES
35	6,25	6,5	7
36	6,25	6,55	7
37	6,25	6,6	7
38	6,25	6,65	7
39	6,25	6,7	7
40	6,5	6,75	7
41	6,5	6,75	7
42	6,5	6,75	7
43	6,5	6,75	7
44	6,5	6,75	7
45	6,5	6,75	7
46	6,5	6,75	7
47	6,5	6,75	7
48	6,5	6,75	7
49	6,5	6,75	7
50	6,5	6,75	7
51	6,5	6,75	7

Article 3

Dépôt

Chaque organisation signataire est pourvue d'un exemplaire du présent accord portant la signature des représentants des organisations syndicales.

Le texte du présent accord sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail, du ministre chargé de l'agriculture, ainsi qu'au secrétariat-greffe des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions du code du travail.

Article 4

Entrée en vigueur et extension

A l'initiative de la partie la plus diligente, le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès de la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi et de la santé ainsi que de la sous-direction du travail et de l'emploi du ministère de l'agriculture et de la pêche.

Il entrera en vigueur le 1^{er} mars 2011 conformément à l'article 6 du protocole d'accord relatif à la négociation annuelle 2011 signé le 17 mars 2011.

Fait à Paris, le 17 mars 2011.

(Suivent les signatures.)